

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 33.345/2/V

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre des Affaires sociales et des Pensions, le 30 avril 2002, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un avant-projet de loi "régulant le transfert de droits à pensions entre des régimes belges de pensions et ceux d'institutions de droit international public", a donné le 19 août 2002 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 33.345/2/V

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 30 april 2002 door de Minister van Sociale Zaken en Pensioenen verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot regeling van de overdracht van pensioenrechten tussen Belgische pensioenregelingen en die van instellingen van internationaal publiek recht", heeft op 19 augustus 2002 het volgende advies gegeven :

EXAMEN DU PROJET

Dispositif

Article 2

Le 3° en projet donne une définition de l'"agent temporaire" en se référant à l'"article 2 a), 2 c) et 2 d) du régime applicable aux autres agents des Communautés européennes ou par des dispositions analogues du statut d'une autre institution".

Comme en ont convenu les délégués du ministre, il y a lieu d'indiquer avec précision qu'il s'agit de l'article 2, a), c), et d) du règlement n° 259/68 du Conseil du 29 février 1968 fixant le statut des fonctionnaires des Communautés européennes ainsi que le régime applicable aux autres agents de ces Communautés, et instituant des mesures particulières temporairement applicables aux fonctionnaires de la Commission.

La même observation vaut pour l'article 4 du projet qui fait référence à certaines dispositions du statut des fonctionnaires européens sans préciser le règlement qui les contient.

Article 3

Le paragraphe 2 en projet habilite le Roi, par un arrêté délibéré en Conseil des ministres, à rendre applicables les dispositions de la loi en projet au bénéfice de fonctionnaires exerçant leurs activités au sein d'autres institutions de droit international public que celles visées par le projet. Cette habilitation l'autorise également à "prévoir des mesures transitoires tant pour les fonctionnaires ou les anciens fonctionnaires qui sont entrés en service auprès de ces institutions avant la date à laquelle la présente loi leur est rendue applicable, que pour les ayants droit de ces fonctionnaires".

L'habilitation ainsi conférée n'explicite pas la portée exacte de ces dispositions transitoires de sorte que le Roi pourrait s'écarter des principes de la loi en projet. Eu égard à l'article 179 de la Constitution, il appartient au législateur de déterminer les conditions dans lesquelles une pension à charge du trésor public fera l'objet d'un transfert vers une institution de droit international.

Comme en ont convenu les délégués du ministre, la disposition en projet devrait être complétée sur ce point.

Article 5

Ce sont les dispositions des statuts des institutions internationales concernées qui fixent les conditions et les délais dans lesquels une demande de transfert des droits à pension peut être formulée.

En conséquence, cet article doit être omis.

Article 7

1. Le paragraphe 3 en projet, doit indiquer en vertu de quels textes réglementaires des cotisations sont versées "au Fonds des Pensions et au Fonds de solidarité et de péréquation".

2. Le paragraphe 4, c), en projet, habilite le Roi à modifier le pourcentage auquel il fait référence sans préciser dans quelles conditions ou circonstances cette habilitation trouvera à s'exercer.

Selon les délégués du ministre, cette habilitation pourra, notamment, intervenir en cas d'évolution des taux. La disposition sera complétée sur ce point.

Article 8

Le paragraphe 2, en projet, fait référence à "l'alinéa 1^{er}" alors que ce paragraphe ne comporte qu'un seul alinéa. Comme en ont convenu les délégués du ministre, il convient de faire référence au paragraphe 1^{er}.

Articles 8 et 9

Les articles examinés gagneraient à être plus clairs en ce qui concerne les actes à accomplir par le fonctionnaire ou l'agent temporaire. En effet, à l'article 8, il est question de son accord sur le montant global à transférer, accord qui, devient définitif dès que l'intéressé l'a donné à l'Office, ou en cas de contestation, lorsque celle-ci a été tranchée par la voie administrative ou par la voie juridictionnelle, et, à l'article 9, de son accord sur le décompte des annuités pouvant être prises en compte par l'institution dont il n'est pas précisé à quel moment il doit intervenir.

Ce manque de clarté est favorisé par les notions de montant définitif à transférer, de confirmation définitive de la demande de transfert et d'irrévocabilité de ladite demande. Les textes devraient être revus de façon à mieux faire apparaître les différentes étapes de l'opération de transfert et le rôle joué dans celle-ci par les différents intervenants : le fonctionnaire, l'Office et l'institution.

L'article 9, § 1^{er}, alinéa 2, traite en outre de manière particulière les ayants droit d'un fonctionnaire ou d'un agent temporaire décédé avant que celui-ci ait confirmé sa demande de transfert; contrairement à lui, ses ayants droit ne peuvent, dans l'hypothèse visée par le texte, revenir sur la demande de transfert. Cette différence de traitement n'est pas justifiée.

Sur ce point également, le texte devrait être adapté.

Article 12

L'alinéa 1^{er}, en projet, décharge les régimes belges de pensions visés à l'article 3, § 1^{er}, 1° à 4° du projet, de toute obligation en matière de pension à l'égard du fonctionnaire ou de l'agent temporaire et de leurs ayants droit lorsque ceux-ci ont sollicité le transfert de leurs droits vers une institution internationale, du chef des droits à pension que l'intéressé s'était constitué, pour la période antérieure à son entrée en service au sein de ladite institution, et ce, même en cas d'"un nouvel assujettissement ou d'une nouvelle affiliation à l'un desdits régimes".

Or, il n'est pas exclu qu'un fonctionnaire ou agent temporaire bénéficie d'un congé pour convenance personnelle et soit à nouveau recruté au sein d'une entreprise belge ou d'un service public belge.

Interrogés sur ce point, les délégués du ministre ont expliqué que cette disposition ne faisait pas obstacle à la possibilité pour l'intéressé de demander l'application de l'article 15 du projet et donc de solliciter le transfert de ses droits à pension auprès de l'institution internationale qu'il quitte vers un des régimes de pension belges en fonction de ses nouvelles activités professionnelles.

Vu la généralité des termes de l'article 12 du projet, il serait souhaitable d'indiquer que cette règle trouve à s'appliquer sous réserve de l'article 15 du projet.

Article 14

L'alinéa 1^{er} en projet prévoit que le fonctionnaire ou l'agent temporaire qui a obtenu le transfert des droits à une pension à charge du secteur public belge "est démis de plein droit des fonctions qu'il a cessé d'exercer, à compter de la date du transfert".

Selon le commentaire de cette disposition, il est présumé qu'en faisant le choix d'un tel transfert, l'agent a "renoncé définitivement à la poursuite de la carrière qu'il exerçait dans le secteur public. Dès lors, il ne s'indique pas de le maintenir dans une position administrative qui a précisément pour objet de sauvegarder ses droits à la pension

dans ce secteur et de lui permettre de reprendre éventuellement les fonctions qu'il avait interrompues".

La disposition examinée se concilie mal avec les différents statuts applicables dans la fonction publique belge qui offrent la possibilité aux agents de prendre des congés de longue durée, comme le congé pour mission, le congé pour raisons personnelles, leur permettant notamment d'exercer des activités professionnelles autres que celles qu'ils exercent au sein du service public belge et qui les placent, dans une position juridique d'activité ou de non-activité, selon le cas.

Si l'intention des auteurs du projet est de déroger à l'ensemble de ces dispositions statutaires par le seul fait qu'un agent, même temporaire, exercerait la possibilité que lui offre le droit communautaire de demander le transfert de ses droits à pension, se pose alors la question de la compatibilité d'une telle mesure au regard du droit communautaire, en ce qu'elle rendrait l'exercice de cette faculté plus difficile.

Par ailleurs, ainsi que l'ont indiqué les délégués du ministre, les régimes de transfert prévus par l'avant-projet de loi peuvent également être sollicités par des magistrats détachés auprès d'organisations internationales. Or, selon l'article 152 de la Constitution, ceux-ci sont nommés à vie et ne peuvent donc, dans l'hypothèse envisagée, être démis de plein droit.

Quant à l'alinéa 2, l'exposé des motifs n'explique pas pourquoi ce régime particulier, plus favorable, est réservé au personnel militaire des forces armées.

Article 16

Le Conseil d'Etat s'interroge sur la compatibilité de l'alinéa 3 en projet, avec l'article 11, § 1^{er}, de l'Annexe VIII du statut des fonctionnaires des Communautés européennes dans la mesure où cette disposition consacre un droit dans le chef du fonctionnaire de demander le transfert de l'équivalent actuariel de ses droits à pension qu'il a acquis auprès des institutions communautaires sans qu'aucune condition particulière ne soit formulée.

Article 19

La première phrase de cette disposition n'a pas de portée normative. En effet, le montant qui sera transféré à l'administration belge doit bien évidemment être calculé par l'institution internationale, conformément à ses dispositions statutaires.

Par ailleurs, cette disposition du projet impose à l'institution internationale qu'elle prenne en charge des intérêts composés dont le taux est fixé à 3,5 %. Quant à ce, soit les dispositions statutaires qui régissent l'institution internationale organisent elle-mêmes une "réactualisation" des montants à transférer à l'administration belge, soit de telles dispositions font défaut et, dans ce cas, seul un accord entre l'administration belge et l'institution internationale peut conduire à la prise en charge de ces intérêts. En tout état de cause, il n'appartient pas à la Belgique d'imposer unilatéralement de tels intérêts à l'institution.

La disposition en projet doit être revue sur ce point.

Observations finales d'ordre linguistique

Le texte néerlandais de plusieurs dispositions du projet devrait être rectifié du point de vue de la correction de la langue.

C'est sous réserve des observations de fond qui précèdent, que sont faites, à titre d'exemple, les propositions de texte qui suivent.

Article 4

Au paragraphe 1^{er}, il y a lieu d'écrire "op voorwaarde dat die instelling akkoord gaat" au lieu de "mits akkoord ..." et "uit hoofde van" au lieu de "ten titel van".

Au paragraphe 3, in fine, il convient d'écrire "zijn dienst bij de instelling hervat" et non "zijn diensten herneemt".

.../...

Article 7

Au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, il y a lieu d'écrire "... wedden waarop de verplichte inhouding bepaald in de artikelen 60 en 62 van de wet van ... toegepast is"; à l'alinéa 2, il convient d'écrire "... de periode na ..." et "... de periode vóór ...". Cette observation vaut également pour la suite du projet.

Au paragraphe 5, il y a lieu d'écrire "Bij de met toepassing van ... bedragen worden gevoegd die voortkomen uit ... De bedragen die voortkomen uit deze laatste stortingen, ... samengestelde interest ... de betrokkene terugbetaald".

Dans le paragraphe 6, alinéa 1^{er}, in fine, il convient d'écrire : "... ter kennis is gebracht van de ambtenaar ...". Cette observation vaut également pour la suite du projet.

Article 12

L'alinéa 1^{er} peut être rédigé comme suit :

"Vanaf de datum van overdracht gelden voor de pensioenregelingen genoemd in artikel 3, § 1, 1° à 4°, ten aanzien van de ambtenaar of het tijdelijk personeelslid en hun rechtverkrijgenden, geen verplichtingen wegens pensioenrechten die de ambtenaar of het tijdelijk personeelslid had verkregen voor het tijdvak vóór zijn indiensttreding bij het instituut, zelfs indien die regelingen weer toepasselijk worden of er wederom bij wordt aangesloten".

Article 16

A l'alinéa 1^{er}, il y a lieu d'écrire "... binnen zes maanden ...".

A l'alinéa 2, il convient d'écrire " In geval van uitoefening ... gericht worden aan het openbaar bestuur of de openbare instelling ... van de betrokkene".

Article 17

A l'alinéa 2, il convient d'écrire "Wanneer er verschillende rechtverkrijgenden zijn ,dient ...".

Article 18

Il convient d'écrire "... binnen drie maanden na haar ontvangst hetzij door de administratie, hetzij door het openbaar bestuur of een openbare instelling bedoeld in artikel 16".

Article 19

Il convient d'écrire :

"Art. 19. De instelling berekent het bedrag dat met toepassing van artikel 15 wordt overgedragen aan de administratie of aan het openbaar bestuur of de openbare instelling bedoeld in artikel 16, tweede lid. Dat bedrag wordt verhoogd met samengestelde interest ... Die interest is niet verschuldigd als het over te dragen bedrag wordt bijgesteld ... overdracht".

La suite du projet sera corrigée en conséquence.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

Dispositief

Artikel 2

In het ontworpen onderdeel 3° wordt een definitie gegeven van "tijdelijk personeelslid", waarbij wordt verwezen naar "artikel 2 a), 2 c) en 2 d) van de regeling die van toepassing is op de andere personeelsleden van de Europese Gemeenschappen of in gelijksoortige bepalingen in het statuut van een andere instelling".

Zoals de gemachtigden van de Minister beaamd hebben, dient nauwkeurig te worden aangegeven dat het gaat om artikel 2, a), c) en d) van verordening nr. 259/68 van de Raad van 29 februari 1968 tot vaststelling van het Statuut van de ambtenaren van de Europese Gemeenschappen en de regeling welke van toepassing is op de andere personeelsleden van deze Gemeenschappen, alsmede van bijzondere maatregelen welke tijdelijk op de ambtenaren van de Commissie van toepassing zijn.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 4 van het ontwerp, waarin wordt verwezen naar sommige bepalingen van het statuut van de Europese ambtenaren, maar niet de verordening wordt vermeld waarin ze vervat zijn.

Artikel 3

In de ontworpen paragraaf 2 wordt de Koning gemachtigd om, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de bepalingen van de ontworpen wet van toepassing te verklaren op ambtenaren die hun activiteit uitoefenen in andere instellingen van internationaal publiekrecht dan die bedoeld in het ontwerp. Deze machtiging houdt eveneens in dat Hij "overgangsmaatregelen (kan) vaststellen, zowel voor de ambtenaren of de gewezen ambtenaren die bij die instellingen in dienst zijn getreden vóór de datum waarop deze wet op hen toepasselijk werd, als voor de rechtverkrijgenden van die ambtenaren".

Bij de machtiging die aldus wordt toegekend wordt niet aangegeven welke strekking deze overgangsbepalingen precies hebben, zodat de Koning zou kunnen afwijken van de beginselen van de ontworpen wet. Gelet op artikel 179 van de Grondwet, dienen bij wet de voorwaarden te worden bepaald waaronder een pensioen ten laste van de staatskas wordt overgedragen naar een instelling van internationaal recht.

Zoals de gemachtigden van de Minister hebben beaamd, dient de ontworpen bepaling op dit punt te worden aangevuld.

Artikel 5

De voorwaarden waaronder en de termijnen waarin een aanvraag tot overdracht van pensioenrechten kan worden ingediend, worden vastgesteld in de rechtspositionele bepalingen van de betrokken internationale instellingen.

Dit artikel dient bijgevolg te vervallen.

Artikel 7

1. In de ontworpen paragraaf 3 dient te worden aangegeven op grond van welke regelgevende teksten bijdragen worden gestort "in het Pensioenfonds en het Solidariteits- en Perequatiefonds".

2. In de ontworpen paragraaf 4, c), wordt de Koning gemachtigd het percentage te wijzigen waarvan aldaar sprake is, maar wordt niet aangegeven onder welke voorwaarden of in welke omstandigheden deze machtiging toepassing zal vinden.

Volgens de gemachtigden van de Minister kan deze machtiging onder meer worden gebezigd wanneer de bijdragetarieven veranderen. De bepaling dient op dit punt te worden aangevuld.

Artikel 8

In de ontworpen paragraaf 2 is sprake van "het eerste lid", terwijl deze paragraaf slechts één lid bevat. Zoals de gemachtigden van de Minister hebben beaamd, dient gerefereerd te worden aan paragraaf 1.

Artikelen 8 en 9

De onderzochte artikelen dienen te worden verduidelijkt wat betreft de handelingen die door de ambtenaar of het tijdelijk personeelslid moeten worden gesteld. In artikel 8 is immers sprake van zijn instemming met het totaal over te dragen bedrag, welke instemming definitief wordt zodra de belanghebbende de Dienst er in kennis van stelt dat hij met het bedrag instemt, of wanneer een betwisting hierover beslecht is langs ambtelijke of rechterlijke weg. In artikel 9 is sprake van zijn instemming met de afrekening van de annuïteiten die in aanmerking kunnen worden genomen door de instelling, maar wordt niet gepreciseerd wanneer deze afrekening moet plaatshebben.

Dit gebrek aan duidelijkheid wordt nog vergroot door de begrippen definitief over te dragen bedrag, definitieve bevestiging van de aanvraag tot overdracht en het onherroepelijk zijn van die aanvraag. De bepalingen dienen te worden herzien om de verschillende fasen van de overdracht en de rol die daarbij wordt gespeeld door de verschillende betrokkenen, namelijk de ambtenaar, de Dienst en de instelling, duidelijker te maken.

Daarenboven handelt artikel 9, § 1, tweede lid, in het bijzonder over de rechtverkrijgenden van een ambtenaar of tijdelijk personeelslid wanneer laatstgenoemden overleden zijn vooraleer ze hun aanvraag tot overdracht hebben bevestigd; in tegenstelling tot hen, kunnen hun rechtverkrijgenden, in het geval bedoeld in de bepaling, niet terugkomen op de aanvraag tot overdracht. Dit verschil in behandeling is niet gerechtvaardigd.

De tekst moet eveneens worden aangepast op dit punt.

Artikel 12

Het ontworpen eerste lid ontslaat de Belgische pensioenregelingen, genoemd in artikel 3, § 1, 1° tot 4°, van het ontwerp, van iedere verplichting inzake pensioenen ten aanzien van ambtenaren of tijdelijke personeelsleden en hun rechtverkrijgenden wanneer dezen gevraagd hebben hun rechten over te dragen aan een internationale instelling, wegens pensioenrechten die de betrokkene had opgebouwd, voor het tijdvak vóór zijn indiensttreding bij die instelling, zelfs in geval van "een nieuwe onderwerping aan of een nieuwe aansluiting bij een van die regelingen".

Het is echter niet uitgesloten dat een ambtenaar of een tijdelijk personeelslid verlof wegens persoonlijke aangelegenheden verkrijgt en opnieuw bij een Belgische onderneming of een Belgische overheidsdienst in dienst wordt genomen.

Op vragen dienaangaande hebben de gemachtigden van de Minister geantwoord dat deze bepaling niet belet dat de betrokkene toepassing van artikel 15 van het ontwerp kan verzoeken en dus op grond van zijn nieuwe beroepsactiviteit een aanvraag kan indienen om zijn pensioenrechten bij de internationale instelling die hij verlaat, over te dragen aan een van de Belgische pensioenregelingen.

Gezien de algemene bewoordingen van artikel 12 van het ontwerp, is het wenselijk aan te geven dat deze bepaling van toepassing is onder voorbehoud van artikel 15 van het ontwerp.

Artikel 14

In het ontworpen eerste lid wordt bepaald dat de ambtenaar die of het tijdelijk personeelslid dat de overdracht van rechten op een pensioen ten laste van de Belgische overheidssector heeft verkregen, "vanaf de datum van de overdracht, van rechtswege ontslagen (wordt) uit de ambten die hij niet meer uitoefent".

Volgens de commentaar op deze bepaling wordt aangenomen dat de ambtenaar door te kiezen voor deze overdracht "definitief afstand heeft gedaan van de voortzetting van de loopbaan die hij in de openbare sector uitoefende. Het is bijgevolg niet

.../...

aangewezen hem in een administratieve toestand te houden die juist tot doel heeft zijn pensioenrechten in die sector veilig te stellen en hem toe te laten, om eventueel zijn ambt dat hij onderbroken had, opnieuw op te nemen."

De onderzochte bepaling verdraagt zich moeilijk met de verschillende statuten die bij de Belgische overheidsdiensten van toepassing zijn, waarbij aan ambtenaren de mogelijkheid wordt geboden verloven van lange duur te nemen, zoals verlof wegens opdracht en verlof om redenen van persoonlijke aard, wat hen onder meer de mogelijkheid biedt andere beroepsactiviteiten uit te oefenen dan die welke ze bij de Belgische overheid uitoefenen, en waarbij ze, naargelang het geval, in de juridische stand dienstactiviteit of non-activiteit worden geplaatst.

Indien het de wil van de stellers van het ontwerp is af te wijken van al deze rechtspositionele bepalingen, alleen doordat een personeelslid, en zelfs een tijdelijk personeelslid, de hem door het gemeenschapsrecht geboden mogelijkheid zou benutten om de overdracht van zijn pensioenrechten aan te vragen, rijst de vraag of zo'n maatregel verenigbaar is met het gemeenschapsrecht, in zoverre het door deze maatregel moeilijker zou worden van deze mogelijkheid gebruik te maken.

Zoals de gemachtigden van de Minister hebben aangegeven, kunnen magistraten die gedetacheerd zijn bij internationale organisaties bovendien eveneens aanspraak maken op de overdrachtsregelingen waarin het onderhavige voorontwerp van wet voorziet. Volgens artikel 152 van de Grondwet echter worden magistraten benoemd voor het leven en kunnen ze dus, in het bedoelde geval, niet van rechtswege uit hun ambt worden ontzet.

Wat het tweede lid betreft, wordt in de memorie van toelichting niet uitgelegd waarom deze bijzondere regeling, die gunstiger is, alleen geldt voor het militair personeel van de krijgsmacht.

Artikel 16

De Raad van State vraagt zich af of het ontworpen derde lid verenigbaar is met artikel 11, lid 1, van Bijlage VIII bij het statuut van de ambtenaren van de Europese

.../...

Gemeenschappen, in zoverre in die bepaling wordt voorgeschreven dat de ambtenaar het recht heeft om te vragen dat de actuariële tegenwaarde van zijn pensioenrechten die hij bij de gemeenschapsinstellingen verworven heeft wordt overgeschreven, maar geen enkele bijzondere voorwaarde gesteld wordt.

Artikel 19

De eerste zin van deze bepaling heeft geen regelgevende waarde. Het bedrag dat aan de Belgische administratie wordt overgedragen, dient immers vanzelfsprekend te worden berekend door de internationale instelling, overeenkomstig haar rechtspositionele bepalingen.

Voorts legt deze bepaling van het ontwerp aan de internationale instelling de verplichting op om samengestelde interest voor haar rekening te nemen, berekend op de grondslag van een rente van 3,5 %. Wat dit betreft, voorzien de rechtspositionele bepalingen van de internationale instelling zelf in "bijstelling" van de bedragen die aan de Belgische administratie moeten worden overgedragen of zodanige bepalingen ontbreken. Alsdan vermag alleen bij een akkoord tussen de Belgische administratie en de internationale instelling worden geregeld wie die interest voor zijn rekening neemt. België heeft in ieder geval niet het recht zulk een interest eenzijdig aan de instelling op te leggen.

De ontworpen bepaling dient op dit punt te worden herzien.

Slotopmerkingen van taalkundige aard

De Nederlandse tekst van verscheidene bepalingen van het ontwerp zou verbeterd moeten worden uit een oogpunt van correct taalgebruik.

Onder voorbehoud van de voorgaande inhoudelijke opmerkingen worden hierna, bij wijze van voorbeeld, in dat verband enige tekstvoorstellen gedaan :

.../...

Artikel 4

In paragraaf 1 schrijve men "op voorwaarde dat die instelling akkoord gaat" in plaats van "mits akkoord ..." en "uit hoofde van" in plaats van "ten titel van".

In paragraaf 3, in fine, schrijve men "zijn dienst bij de instelling hervat" in stede van "zijn diensten herneemt".

Artikel 7

In paragraaf 1, eerste lid, schrijve men "... wedden waarop de verplichte inhouding bepaald in de artikelen 60 en 62 van de wet van ... toegepast is"; in het tweede lid schrijve men "... de periode na ..." en "... de periode vóór ..." Deze opmerking geldt ook voor de rest van het ontwerp.

In paragraaf 5 schrijve men "Bij de met toepassing van ... bedragen worden gevoegd die welke voortkomen uit ... De bedragen die voortkomen uit deze laatste stortingen, ... samengestelde interest ... de betrokkene terugbetaald."

In paragraaf 6, eerste lid, in fine, schrijve men : "... ter kennis is gebracht van de ambtenaar ..." Deze opmerking geldt ook voor de rest van het ontwerp.

Artikel 12

Het eerste lid zou aldus gesteld kunnen worden :

"Vanaf de datum van overdracht gelden voor de pensioenregelingen genoemd in artikel 3, § 1, 1° tot 4°, ten aanzien van de ambtenaar of het tijdelijk personeelslid en hun rechtverkrijgenden, geen verplichtingen wegens pensioenrechten die de ambtenaar of het tijdelijk personeelslid had verkregen voor het tijdvak vóór zijn indiensttreding bij het instituut, zelfs indien die regelingen weer toepasselijk worden of er wederom bij wordt aangesloten."

.../...

Artikel 16

In het eerste lid schrijve men : "... binnen zes maanden ...".

In het tweede lid schrijve men : "In geval van uitoefening ... gericht worden aan het openbaar bestuur of de openbare instelling ... van de betrokkene."

Artikel 17

In het tweede lid schrijve men "Wanneer er verschillende rechtverkrijgenden zijn, dient ...".

Artikel 18

Men schrijve "... binnen drie maanden na haar ontvangst hetzij door de administratie, hetzij door het openbaar bestuur of de openbare instelling bedoeld in artikel 16".

Artikel 19

Men schrijve :

"Art. 19. De instelling berekent het bedrag dat met toepassing van artikel 15 wordt overgedragen aan de administratie of aan het openbaar bestuur of de openbare instelling bedoeld in artikel 16, tweede lid. Dat bedrag wordt verhoogd met samengestelde interest ... Die interest is niet verschuldigd als het over te dragen bedrag wordt bijgesteld ... overdracht."

De rest van het ontwerp moet dienovereenkomstig worden verbeterd.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président du Conseil d'Etat,
voorzitter van de Raad van Staat,

P. HANSE,
P. VANDERNOOT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPÉRÉE,

assesseur de la section de législation,
assessor van de afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

C. GIGOT,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
Mme P. VANDERNACHT, auditeur. La note du
Bureau de coordination a été rédigée par
Mme V. FRANCK, auditeur adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door
Mevr. P. Vandernacht, auditeur. De nota van het
Coördinatiebureau werd opgesteld door
Mevr. V. FRANCK, adjunct-auditeur.

La concordance entre la version française et la
version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle
de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de
Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht
van de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

R. ANDERSEN